

L'Ethique en question

La présente note préliminaire sur la place de l'éthique dans la *Qualification du corps enseignant et du personnel de gestion et d'administration de l'éducation* n'a pas pour prétention d'apporter en quelques lignes une réponse à une question aussi essentielle. Elle est d'abord une tentative de problématisation. Elle vise ensuite à favoriser l'émergence d'un questionnement collectif afin d'alimenter le débat et les échanges de pratiques durant le colloque *Ethique et formation* dont résulteront, nous l'espérons, des recommandations fructueuses pour l'action et la professionnalisation des acteurs de l'éducation.

En France, depuis plus d'une dizaine d'années dans de nombreuses sphères d'activités la question éthique a pris place dans le débat public, les médias et la littérature professionnelle. Tout ou presque relève de l'éthique, les affaires, la médecine et la biologie, le commerce et les fonds de placement... Il s'agit semble-t-il d'un questionnement sociétal profond sans doute révélateur d'une société en recherche de valeurs et/ou de pratiques, que ces dernières relèvent de la nostalgie et de l'âge d'or ou d'une innovation transformatrice plus ou moins radicale. L'éducation ne pouvait donc pas échapper à un tel mouvement d'autant que dans la même période plusieurs phénomènes convergents sont venus interroger et déstabiliser l'éducation et ses institutions.

La formation permanente d'abord conçue comme une "deuxième chance" fut assez fréquemment l'objet de dérives significatives. Ainsi fut-elle utilisée non plus comme levier de progrès des Hommes et des organisations mais comme un outil de gestion sociale, voire de contrôle, dans le cadre d'une économie en transformation bien souvent brutale. A cela, vint s'ajouter, un peu plus tard, les errances dues aux visées de sectes considérant la formation comme un terrain favorable à leur système d'emprise et de manipulation sur les individus. Ensuite et pour ne pas conclure, furent constatées des nombreuses dérives managériales utilisant la formation n'ont plus pour éduquer mais, avec "l'aide" des professionnels de la formation, pour sélectionner et détecter des potentiels. Enfin, dans la période la plus récente, les opportunités de formation ouverte et à distance grâce aux nouvelles technologies font craindre à quelques-uns l'intrusion de regards "extérieurs", pas nécessairement bienveillants, et de *cookies orwelliens* dans les progressions pédagogiques des apprenants. Autant d'éléments qui firent et qui font de la question éthique en éducation permanente une urgence.

Quant à l'éducation initiale, des phénomènes encore plus importants la traversent. En effet depuis quelques années le système éducatif semble en grandes difficultés. Des phénomènes longtemps occultés ou marginaux se sont révélés au grand jour dans certains établissements d'éducation : violences physiques et symboliques souvent réciproques, même si les manifestations en sont différentes, entre les acteurs - apprenants-enseignants-personnels administratifs et de gestion, auxquelles vient s'ajouter la violence, aujourd'hui reconnue, de

l'institution elle-même. Ces traits inquiétants se conjuguent bien souvent avec des formes d'ennui, de désintérêt ou de désillusion - qui en sont peut-être la cause ou la résultante - mais qui interpellent, aussi, les rôles et les valeurs de l'éducation. De plus à cette crise de l'éducation, se surajoute, dans un pays où depuis 1905 la séparation de l'Eglise et de l'Etat et le principe de laïcité sont acquis, les tentatives de communautés d'afficher de manière ostentatoire des signes d'appartenance religieuse dans un espace volontairement neutralisé. Ainsi en France, la question de l'éthique de, et dans, l'éducation se pose à tous les niveaux de pratiques et à tous ces acteurs.

Un tel questionnement ne relève sans doute pas d'une réponse univoque et définitive, il convient donc maintenant de pointer quelques éléments utiles à nos réflexions collectives à venir. Cette *crise éthique des éducations* relèvent-elles ou non d'une perte par les éducateurs des valeurs fondatrices et princeps (progrès collectif et liberté) comme semble le croire Pierre Dominique au profit d'un individualisme mal pensé, illusoire, et d'un économisme omniprésent ? Est-ce le résultat d'évolutions sociologiques trop rapides ou mal comprises et mal maîtrisées par un Etat centralisateur héritier de Jules Ferry et d'une institution obsolète étayée sur une pensée éducative caduque ? Est-ce aussi, pour partie, une manifestation de l'angoisse des praticiens, plus pédagogues mais moins missionnaires et/ou moins hussards, devant le grand écart permanent des pratiques éducatives *Entre le dire et le faire*, si bien décrite par Philippe Meirieu, ou pour l'exprimer autrement une réactualisation de l'éternel débat engagé par Max Weber entre éthique de conviction et éthique de responsabilité.

Ce qui apparaît consensuel, si l'on omet un instant le débat récurrent entre morale, éthique et déontologie, c'est que la question posée renvoie bien au respect de la personne et à "ce qu'il est bon de faire" - et non pas à ce qu'il convient de faire - pour et avec l'autre afin que l'acte d'éducation ne se retourne ni contre l'apprenant, ni contre l'éducateur. Il s'agit donc bien de mettre en place une réflexion pédagogique visant à respecter l'autre (l'apprenant) dans sa libre construction pour se respecter soi (l'éducateur) comme facilitateur et ressources d'apprentissage. L'éthique de l'éducateur et/ou de l'éducation, dès lors fonctionne en itération permanente, comme une boucle de rétroaction qui implique que le respect de l'autre, renforce l'estime, l'éthique de soi pour à nouveau irriguer et alimenter l'estime de l'autre.

Dès lors, si l'on convient qu'en éducation, l'éthique renvoie l'éducateur¹, sans jamais renier l'apprenant, à lui-même, ses valeurs et ses pratiques, peut-on former à l'éthique ? Ou est-elle le résultat d'un long processus réflexif et d'analyse de la pratique articulés à un respect non négociable de l'altérité ? En bref, une manifestation d'un humanisme éducatif encore à formuler ? Cette question est cruciale dans notre réflexion car si *les voies et les voix* de l'éthique, comme l'écrivait Jacky Beillerot, ne relèvent pas d'une heuristique formelle, quelle démarche adopter pour qu'une éthique de l'éducation se construise, se communique, voire soit partagée par notre communauté ? Cette aporie, à mon sens, doit être mise au cœur du débat et fera sans doute l'objet d'échanges fructueux et passionnants.

A l'évidence, l'éthique en éducation aujourd'hui ne peut pas (plus) rimer avec des principes éducatifs normatifs qui ne visent qu'à conformer une "pâte molle" puisqu'elle implique un respect du sujet et un accompagnement pédagogique de son auto-construction et une acceptation de ses légitimes résistances au désir de l'éducateur de l'enseigner. A l'évidence encore et en conséquence, l'éthique de l'éducation ne pourrait se satisfaire d'un "ordre des éducateurs" comme il en existe pour d'autres professions puisque de telles structures ne visent qu'à faire respecter "les bonnes pratiques" et une norme collective morale ou déontologique,

¹ Educateur au sens le plus large, c'est-à-dire toute personne enseignante ou non relevant de la communauté éducative. Soulignons néanmoins qu'il n'est pas évident que la question éthique se joue de la même façon, même si les termes en sont communs, que l'on soit personnels administratifs ou de services ou enseignant.

choisie ou imposée, toujours éloignée d'une éthique de l'individu, c'est-à-dire de l'autre dans le respect de soi. Quoi qu'il en soit là encore sur cette question un échange approfondi s'imposera.

Pour conclure, cette incitation et ce préliminaire à la *disputatio* en matière d'éthique, la responsabilité individuelle et collective des acteurs de l'éducation est forte et engagée puisque, pour une part au moins et sans tomber dans une caricature bourdieusienne, ils participent à la gestation des individus et des sociétés de demain. Individus et sociétés en recherche de valeurs transcendant la seule éducation et dépassant les modèles sociétaux du temps présent dont on connaît aujourd'hui les limites.

Hugues Lenoir
CEP-CREF-CRIEP
Université Paris X